



Arrest

nr. 151 344 van 28 augustus 2015
in de zaak RvV X / II

In zake: X

Gekozen woonplaats: X

tegen:

de gemeente SINT-GENESIUS-RODE, vertegenwoordigd door de burgemeester.

DE WND. VOORZITTER VAN DE IIE KAMER,

Gezien het verzoekschrift dat X, die verklaart van Albanese nationaliteit te zijn, op 12 november 2014 heeft ingediend om de schorsing van de tenuitvoerlegging en de nietigverklaring te vorderen van de beslissing van 10 oktober 2014 tot niet-inoverwegingname van een aanvraag voor een toelating tot verblijf.

Gezien titel I *bis*, hoofdstuk 2, afdeling IV, onderafdeling 2, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Gezien de beschikking houdende de vaststelling van het rolrecht van 18 november 2014 met refertenummer X.

Gezien het administratief dossier.

Gelet op de beschikking van 9 januari 2015, waarbij de terechtzitting wordt bepaald op 12 februari 2015.

Gehoord het verslag van rechter in vreemdelingenzaken A. WIJNANTS.

Gehoord de opmerkingen van advocaat O. TODTS, die *loco* advocaat J. HARDY verschijnt voor de verzoekende partij en van advocaat A. DE MEU, die *loco* advocaat C. DECORDIER verschijnt voor de verwerende partij.

WIJST NA BERAAD HET VOLGENDE ARREST:

1. Nuttige feiten ter beoordeling van de zaak

De bestreden beslissing luidt als volgt:

"BESLISSING TOT NIET-INOVERWEGINGNAME VAN EEN AANVRAAG VOOR EEN TOELATING TOT VERBLIJF

Gelet op artikel 12 bis, §§ 3 of 4, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en artikel 26, § 1, derde lid of artikel 26/1, § 1, derde lid [...] van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Naam : [...]

heeft zich op 07/08/2014 (dag/maand/jaar) aangeboden bij het gemeentebestuur om een aanvraag töt verblijf in te dienen, in toepassing van de artikelen 10 en 12 bis, § 1, tweede lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Deze aanvraag wordt niet in overweging genomen en wordt niet doorgegeven aan de Minister of zijn gemachtigde, omdat de vreemdeling omdat de vreemdeling om zijn aanvraag te staven niet alle bewijzen die bedoeld worden in de artikelen 10, §§ 1 tot 3, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, overlegt, namelijk:

Betrokkene valt niet onder de categorieën voorzien in artikel 10 van de wet van 15.12.1980 meer bepaald: betrokkene voldoet niet aan de voorwaarden van artikel 10 betreffende de leeftijd van de echtgenoten.

Betrokkene heeft de leeftijd van 21 jaar niet bereikt en de echtelijke band bestond niet vóór de aankomst van de echtgenoot in België.”

2. Onderzoek van het beroep

2.1. Met betrekking tot het eerste middel stelt verzoekster ter zitting dat dit middel per vergissing werd aangevoerd en dat zij zich dienaangaande naar de wijsheid zal gedragen. Uit deze houding kan niet anders dan worden afgeleid dat zij dit middel niet langer wenst te handhaven. De Raad beschouwt de opmerking van verzoekster dan ook als een impliciete doch zekere afstand van het middel.

2.2.1. Het tweede middel wordt als volgt uiteengezet:

« Pris de l'erreur manifeste d'appréciation et de la violation

- o des articles 10, 12bis et 62 de la loi du 15 décembre 1980 relative à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers ;*
- o de l'article 22bis de la Constitution belge ;*
- o de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme ;*
- o de l'article 7 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ;*
- o des articles 5 et 17 de la Directive 2003/86 relative au regroupement familial (effet direct);*
- o des articles 1er à 3 de la loi du 29 juillet 1991, relative à la motivation des actes administratifs ;*
- o de l'article 26 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 concernant l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;*
- o des principes généraux de droit administratif de bonne administration, de précaution, de proportionnalité et de minutie ;*

1. Première branche

En ce que la décision est mal motivée en droit et en fait : elle dit s'appuyer sur les articles 12 bis, par. 3 et 4 de la loi du 15.12.1980 et l'article 26 par. 1er de l'arrêté royal du 8.10.1981, mais la motivation de la décision est contradictoire et ne permet pas d'en saisir la portée, puisqu'aucun document manquant n'est indiqué, que la partie adverse a eu égard aux conditions « de fond » et que les termes « irrecevabilité » et « refus de prise en considération » y sont utilisés de manière interchangeable;

Alors que tous les documents requis ont été déposés à l'appui de la demande de séjour ;

L'article 26 par. 1er de l'arrêté royal du 8.10.1981, sur lequel se fonde la décision, expose :

« (...)Si l'étranger produit, lors de l'introduction de sa demande, tous les documents requis, le bourgmestre ou son délégué lui remet une attestation de réception de sa demande conforme au modèle figurant à l'annexe 15bis. La demande ainsi qu'une copie de l'annexe 15bis sont envoyées immédiatement au Ministre ou à son délégué. En vue de l'éventuelle inscription de l'étranger au registre des étrangers, le bourgmestre ou son délégué fait procéder à une enquête de résidence.

Par contre, si l'étranger ne produit pas tous les documents requis lors de l'introduction de sa demande, le bourgmestre ou son délégué ne prend pas la demande en considération et notifie cette décision, à l'étranger, au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 15ter. Une copie de ce document est transmise immédiatement au Ministre ou à son délégué. (...) »

Force est de constater que la décision notifiée ne mentionne aucun document manquant, alors que cela doit être le cas lors de la délivrance d'une annexe 15ter (voy. la note de bas de page n°3 de la décision).

Tous les documents ont bien été déposés et c'est une question de fond, à savoir l'âge des époux, qui motive la décision.

L'article 26 par. 1er al. 2 de l'arrêté royal ne pouvait trouver à s'appliquer.

Il est également piquant de noter que la décision a été prise plus de deux mois après l'introduction de la demande. Cela témoigne à nouveau de ce que la décision n'est pas motivée par le fait qu'un document serait manquant, mais bien par une analyse des conditions (de fond) mises au regroupement familial.

Les obligations de motivation (dont l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 et les articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991) imposent à l'administration d'exposer les la base légale et les motifs sur lesquels repose une décision (motivation formelle), mais également que cette motivation soit vérifiable, exacte, pertinente, adéquate et admissible (motivation matérielle) – (CE, 25 avril 2002, n° 105.385). Le contrôle de Votre Conseil, sans aller jusqu'à permettre un contrôle d'opportunité, s'étend à cette adéquation ainsi qu'à l'évaluation du caractère « manifestement déraisonnable » de la décision entreprise (erreur manifeste d'appréciation) .

Dès lors, la décision est mal motivée en fait et en droit, résulte d'une erreur manifeste d'appréciation, et a été prise en violation de l'article 26 de l'arrêté royal.

2. Deuxième branche

En ce que la décision résulte d'une analyse trop peu minutieuse et, par conséquent, présente une motivation qui ne tient pas compte de tous les éléments avancés par la partie requérante en termes de demande;

Force est de constater que la demande de séjour est rejetée pour la seule raison que la requérante n'est pas âgée de 21 ans (ce que la partie défenderesse assimile – à tort- à un défaut de document, cfr première branche).

Alors qu'il incombe à la partie défenderesse de procéder à une analyse minutieuse et exhaustive de la situation de la requérante et de son époux, ainsi que des obligations de motivation témoignant de cette analyse rigoureuse et exhaustive.

L'article 17 de la directive 2003/86 impose une analyse exhaustive de la situation de la famille, et une réponse appropriée de la part de la partie adverse : « Les États membres prennent dûment en considération la nature et la solidité des liens familiaux de la personne et sa durée de résidence dans l'État membre, ainsi que l'existence d'attaches familiales, culturelles ou sociales avec son pays d'origine, dans les cas de rejet d'une demande, de retrait ou de non-renouvellement du titre de séjour, ainsi qu'en cas d'adoption d'une mesure d'éloignement du regroupant ou des membres de sa famille. ». Cette disposition doit se voir reconnaître un effet direct puisqu'il s'agit d'une obligation claire et inconditionnelle, non transposée en droit belge dans le délai prévu par la directive.

La CJUE avait déjà souligné cette approche exhaustive dans l'arrêt Parlement c. Conseil, du 27 juin 2006 (Aff C-540/03) : « Il convient cependant de rappeler que, ainsi qu'il résulte de l'article 17 de la directive, la durée de résidence dans l'État membre n'est que l'un des éléments qui doivent être pris en compte par ce dernier lors de l'examen d'une demande et qu'un délai d'attente ne peut être imposé sans prendre en considération, dans des cas spécifiques, l'ensemble des éléments pertinents. » (par. 99)

La CJUE le soulignait également dans l'arrêt Parlement c. Conseil en 2006 la proximité des obligations (de minutie et de motivation) qui découlent de l'article 17 de la directive et de l'article 8 de la Convention : "Il convient en outre de tenir compte de l'article 17 de la directive qui impose aux États membres de prendre dûment en considération la nature et la solidité des liens familiaux de la personne et sa durée de résidence dans l'État membre ainsi que l'existence d'attaches familiales, culturelles ou sociales avec son pays d'origine. Ainsi qu'il ressort du point 56 du présent arrêt, de tels critères correspondent à ceux pris en considération par la Cour européenne des droits de l'homme lorsqu'elle vérifie si un État, qui a

refusé une demande de regroupement familial, a correctement mis en balance les intérêts en présence.
» (§64)

L'article 5 §5 de la directive 2003/86 oblige les Etats membres à avoir dûment égard à l'intérêt supérieur de l'enfant lors de la prise de décision sur une demande de regroupement familial. Cette disposition doit se voir reconnaître un effet direct puisqu'il s'agit d'une obligation claire et inconditionnelle, non transposée en droit belge dans le délai prévu par la directive. L'article 22bis de la Constitution belge impose pareillement que « Dans toute décision qui le concerne, l'intérêt de l'enfant est pris en considération de manière primordiale. ».

L'article 7 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne trouve à s'appliquer en l'espèce puisqu'en statuant sur la demande de regroupement familial de la partie requérante, la partie adverse a « mis en œuvre le droit de l'Union » (article 52 §3 de la Charte). Cette disposition, tout comme l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, imposent une analyse rigoureuse de la situation des intéressés et des enjeux en présence, avant de statuer sur la demande de séjour pour motifs familiaux. Cette analyse rigoureuse doit ressortir de la motivation de la décision pour rencontrer les obligations de motivation rappelées ci-dessus.

Votre Conseil a déjà constaté à de nombreuses reprises la violation de l'obligation de motivation et de minutie liée à l'article 8 CEDH, en consacrant que dès lors que l'administration doit avoir connaissance de la vie privée ou familiale, il lui appartient d'opérer une analyse rigoureuse des enjeux en présence et de motiver sa décision en en tenant compte: « Le Conseil estime que la partie défenderesse ne s'est pas livrée, en l'espèce, à un examen aussi rigoureux que possible de la cause, en fonction des circonstances dont elle avait ou devait avoir connaissance au moment de prendre les ordres de quitter le territoire, et que la violation invoquée de l'article 8 de la CEDH doit, dès lors, être considérée comme fondée à leur égard. » (CCE 25 octobre 2013, n°112 862) ; « La partie défenderesse a fait une application automatique de l'article 7 de la loi du 15 décembre 1980 en violation des obligations qui lui incombent au regard de l'article 8 CEDH. » (CCE 8 septembre 2009, n° 31 274 ; CCE 28 janvier 2010, n° 37 703).

Le principe de bonne administration implique que l'administration doit s'informer avec soin avant de prendre ses décisions et motiver adéquatement celles-ci ; que la minutie dont doit faire preuve l'administration dans la recherche et l'évaluation des faits pertinents a déjà été consacrée de longue date par le Conseil d'Etat : « veiller avant d'arrêter une décision, à recueillir toutes les données utiles de l'espèce et de les examiner soigneusement, afin de prendre une décision en pleine et entière connaissance de cause » (C.E., 23 février 1966, n°58.328) ; procéder « à un examen complet et particulier des données de l'espèce, avant de prendre une décision » (C.E., 31 mai 1979, n°19.671) ; « rapportée à la constatation des faits par l'autorité, la mission de sauvegarde du droit incombant au Conseil d'Etat a toutefois pour corollaire que celui-ci doit examiner si cette autorité est arrivée à sa version des faits dans le respect des règles qui régissent l'administration de la preuve et si elle a réellement fait montre, dans la recherche des faits, de la minutie qui est de son devoir » (C.E., Claeyss, no. 14.098, du 29 avril 1970).

Les obligations de motivation (dont l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 et les articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991) imposent à l'administration d'exposer les motifs sur lesquels repose une décision (motivation formelle), mais également que cette motivation soit vérifiable, exacte, pertinente, adéquate et admissible (motivation matérielle) – (CE, 25 avril 2002, n° 105.385). Le contrôle de Votre Conseil, sans aller jusqu'à permettre un contrôle d'opportunité, s'étend à cette adéquation ainsi qu'à l'évaluation du caractère « manifestement déraisonnable » de la décision entreprise (erreur manifeste d'appréciation) .

Votre Conseil aura également égard aux lignes directrices publiées par la Commission européenne le 3 avril 2014, relativement à l'application de la directive 2003/86.

Se fondant sur la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (Parlement c Conseil, 27 juin 2006, AffC-540/03 ; Chakroun, 4 mars 2010, Aff.C-578/08, O. et S., 6 décembre 2012, Aff. C-356/11 et C-357/11) la Commission expose en page 8 (pièce 4):

« S'il ressort de l'évaluation individualisée que la justification prévue par l'article 4, paragraphe 5, à savoir assurer une meilleure intégration et prévenir des mariages forcés, n'est pas applicable, les États membres devraient envisager de faire une exception et d'autoriser ainsi le regroupement familial dans

les cas où la condition d'âge minimal n'est pas remplie, ainsi, lorsque l'évaluation individualisée fait clairement apparaître l'absence d'abus, par exemple, dans le cas d'un enfant commun. »

Force est de constater que la partie défenderesse n'a pas procédé à cette analyse exhaustive, particulièrement exigée par les articles 17 et 5.5 de la directive (et l'effet utile qu'il convient de leur assurer), l'article 7 de la Charte et l'article 8 CEDH, ni n'a eu égard à l'intérêt supérieur de l'enfant à naître.

La partie défenderesse s'est bornée à une application automatique du seuil de 21 ans, sans appréciation concrète du cas d'espèce. Or, si ce seuil peut être considéré comme légitime a priori et in abstracto, la demande de séjour et la situation des intéressés doit tout de même faire l'objet d'une analyse concrète et, afin d'assurer le respect des normes rappelées ci-dessus et du principe de proportionnalité.

La partie défenderesse ne pouvait se cantonner à rejeter la demande au motif que la condition d'âge fixée par la législation nationale n'était pas remplie.

Il en est d'autant plus ainsi qu'une analyse opérée in concreto, comme celle à laquelle la partie défenderesse aurait dû se livrer, témoigne de ce qu'il n'est nullement question, en l'espèce, d'un mariage forcé, et qu'il n'y aurait aucun problème d'intégration. La prévention des mariages forcés et la promotion de l'intégration étant les seuls motifs pouvant justifier cette limite d'âge (article 4 par. 5 de la directive 2003/86).

Les lignes directrices de la Commission européenne sont également claires à cet égard (p. 7):

«S'il ressort de l'évaluation individualisée que la justification prévue par l'article 4, paragraphe 5 , à savoir assurer une meilleure intégration et prévenir des mariages forcés, n'est pas applicable, les États membres de vraient envisager de faire une exception et d'autoriser ainsi le regroupement familial dans les cas où la condition d'âge minimal n'est pas remplie, ainsi, lorsque l'évaluation individualisée fait clairement apparaître l'absence d'abus, par exemple, dans le cas d'un enfant commun.»

Votre Conseil notera que les intéressés sont de même nationalité, tous deux âgés de moins de 30 ans, mariés depuis un an et ils attendent un enfant.

Votre Conseil notera par ailleurs que la partie défenderesse reconnaît explicitement la situation « exceptionnelle » dans laquelle se trouve la partie requérante, dès lors qu'elle s'abstient explicitement de délivrer un ordre de quitter le territoire (pour des motifs médicaux). Cette situation exceptionnelle est manifestement de nature à influencer sur le mode introductif et le fondement de la demande de séjour, et non seulement sur une éventuelle mesure d'expulsion.

La partie défenderesse n'a pas procédé à l'analyse minutieuse et exhaustive exigée par les dispositions rappelées ci-dessus, et particulièrement les articles 17 et 5.5 de la directive 2003/86 ainsi que le droit fondamental à la vie familiale. La motivation de la décision ne permet pas de comprendre l'application automatique du seuil de 21 ans qui est infligée à la partie requérante, ni la raison pour laquelle la partie défenderesse estimerait qu'une analyse opérée in concreto n'imposerait pas une décision différente. En ne tenant pas compte la situation effective des intéressés, la partie défenderesse n'a par ailleurs pas apporté une réponse proportionnée à la demande formulée par la partie requérante, et a par conséquent violé le principe de proportionnalité.

Dès lors, les dispositions visées au moyen ont été méconnues et la décision doit être annulée.

3. Troisième branche

En ce que la décision a été adoptée sans analyse minutieuse de la situation médicale, par un médecin compétent ;

Alors que la partie requérante a clairement invoqué sa situation médicale particulière et que la partie défenderesse le reconnaît explicitement en termes de décision ;

L'article 12bis par. 4 de la loi du 15.12.1980 impose à la partie défenderesse de confier l'analyse de ces éléments à un médecin :

« § 4. Dans les cas visés au § 1er, alinéa 2, 3 et 4°, lorsque l'étranger visé au § 1er se présente à l'administration communale du lieu de sa résidence et déclare se trouver dans un des cas prévus à l'article 10, celle-ci s'assure sans délai de la recevabilité de la demande auprès du ministre ou de son délégué. Lorsque celui-ci estime que l'étranger réunit les conditions du § 1er, alinéa 2, 3 et 4°, il le communique à l'administration communale qui inscrit l'étranger au registre des étrangers et le met en possession d'un document attestant que la demande a été introduite et d'un document attestant qu'il est inscrit au registre des étrangers.

L'appréciation de la situation d'ordre médical le cas échéant invoquée par l'étranger est effectuée par un fonctionnaire médecin ou un médecin désigné par le ministre ou son délégué qui rend un avis à ce sujet et peut, si nécessaire, examiner l'étranger et demander l'avis complémentaire d'experts, désignés conformément à l'article 9ter, § 2.

Les dispositions du § 3, alinéas 3 et 4 et du § 3bis sont également applicables. (...) »

L'analyse de la situation médicale de la partie requérante, par un médecin, aurait permis à la partie défenderesse d'avoir la confirmation : qu'elle est enceinte, que le père de l'enfant à naître est son mari, que le terme de la grossesse est proche, que la requérante nécessite l'aide quotidienne de son époux,...

Ces éléments auraient certainement eu une influence sur la décision adoptée, notamment sur la sincérité de l'union de la requérante et de son époux, son besoin d'être auprès de lui,... L'appréciation de la demande de séjour aurait été différente et la partie défenderesse ne se serait pas limitée, comme elle l'a fait, à ne pas délivrer d'ordre de quitter le territoire. L'absence d'ordre de quitter le territoire n'étant d'ailleurs pas de nature à modifier la situation de séjour de la requérante, puisque la partie défenderesse lui a refusé le séjour de plus de 3 mois.

Le seul moyen de palier à cette violation de la loi dans le cadre de la phase préparatoire de la décision, est de l'annuler.

Dès lors, l'article 12 et les obligations de minutie et de motivation ont été méconnus et la décision doit être annulée. »

2.2.1.1. In een eerste onderdeel betoogt verzoekster dat de beslissing slecht gemotiveerd is: de motieven zijn tegenstrijdig en laten niet toe te begrijpen om welke reden de beslissing werd genomen, nu niet wordt geduid welk stuk zou ontbreken; bovendien heeft de verwerende partij zich uitgesproken over de grondvoorwaarden en werden de termen "onontvankelijkheid" en "weigering tot inoverwegingname" door elkaar gehaald.

2.2.1.2. De artikelen 2 en 3 van de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen verplichten de overheid in de akte de juridische en feitelijke overwegingen op te nemen die aan de beslissing ten grondslag liggen, en dat op een "afdoende" wijze. Het afdoende karakter van de motivering betekent dat de motivering pertinent moet zijn, dit wil zeggen dat ze duidelijk met de beslissing te maken moet hebben, en dat ze draagkrachtig moet zijn, dit wil zeggen dat de aangehaalde redenen moeten volstaan om de beslissing te dragen. De belangrijkste bestaansredenen van de motiveringsplicht, zoals die wordt opgelegd door de voormelde wet van 29 juli 1991, bestaat erin dat de betrokkene in de hem aanbelangende beslissing zelf de motieven moet kunnen aantreffen op grond waarvan ze werd genomen, derwijze dat blijkt, of minstens kan worden nagegaan of de overheid is uitgegaan van gegevens die in rechte en in feite juist zijn, of zij die gegevens correct heeft beoordeeld, en of zij op grond daarvan in redelijkheid tot haar beslissing is kunnen komen, opdat de betrokkene met kennis van zaken zou kunnen uitmaken of het aangewezen is de beslissing met een annulatieberoep te bestrijden (RvS 18 januari 2010, nr. 199.583, Staelens).

Artikel 10 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (hierna: de Vreemdelingenwet) luidt als volgt:

«§ 1. Onder voorbehoud van de bepalingen van artikelen 9 en 12, zijn van rechtswege toegelaten om meer dan drie maanden in het Rijk te verblijven :

1° de vreemdeling wiens recht op verblijf erkend wordt door een internationaal verdrag, door een wet of door een koninklijk besluit;

2° de vreemdeling die de door het Wetboek van de Belgische nationaliteit voorziene voorwaarden om de Belgische nationaliteit te verkrijgen vervult, zonder dat vereist is dat hij zijn hoofdverblijfplaats al

sedert minstens twaalf maanden in België heeft, noch dat hij een verklaring met het oog op het verkrijgen van de Belgische nationaliteit moet doen;

3° de vrouw die de Belgische nationaliteit verloren heeft door haar huwelijk of ingevolge het verwerven van een vreemde nationaliteit door haar echtgenoot;

4° de volgende familieleden van een vreemdeling die sedert minimaal twaalf maanden toegelaten of gemachtigd is tot een verblijf van onbepaalde duur in het Rijk of sedert minimaal twaalf maanden gemachtigd is om er zich te vestigen. Die termijn van twaalf maanden vervalt indien de echtelijke band of het geregistreerde partnerschap reeds bestond voor de vreemdeling die vervoegd wordt, in het Rijk aankwam of indien zij een gemeenschappelijk minderjarig kind hebben, of indien het familieleden betreft van een vreemdeling die erkend is als vluchteling of die de subsidiaire bescherming geniet :

- de buitenlandse echtgenoot of de vreemdeling waarmee een geregistreerd partnerschap gesloten werd dat als gelijkwaardig beschouwd wordt met het huwelijk in België, die met hem komt samenleven, op voorwaarde dat beiden ouder zijn dan eenentwintig jaar. Deze minimumleeftijd wordt echter teruggebracht tot achttien jaar wanneer, naargelang het geval, de echtelijke band of dit geregistreerd partnerschap, reeds bestond vóór de vreemdeling die vervoegd wordt, in het Rijk aankwam;

- hun kinderen, die met hen komen samenleven alvorens zij de leeftijd van achttien jaar hebben bereikt en alleenstaand zijn;

- de kinderen van de vreemdeling die vervoegd wordt, van diens echtgenoot of van de geregistreerde partner bedoeld in het eerste streepje, die met hen komen samenleven alvorens zij de leeftijd van achttien jaar hebben bereikt en alleenstaand zijn, voor zover de vreemdeling die vervoegd wordt, zijn echtgenoot of de bedoelde geregistreerde partner over het recht van bewaring beschikt en de kinderen ten laste zijn van hem of diens echtgenoot of deze geregistreerde partner en, indien het recht van bewaring wordt gedeeld, op voorwaarde dat de andere houder van het recht van bewaring zijn toestemming heeft gegeven;

5° de vreemdeling die door middel van een wettelijk geregistreerd partnerschap verbonden is met een vreemdeling die sedert minimaal twaalf maanden toegelaten of gemachtigd is tot een verblijf van onbepaalde duur in het Rijk of sedert minimaal twaalf maanden gemachtigd is om er zich te vestigen, evenals de kinderen van deze partner, die met hen komen samenleven alvorens zij de leeftijd van achttien jaar hebben bereikt en alleenstaand zijn, voor zover hij over het recht van bewaring beschikt en de kinderen te zijnen laste zijn en, indien het recht van bewaring wordt gedeeld, op voorwaarde dat de andere houder van het recht van bewaring zijn toestemming heeft gegeven. Die termijn van twaalf maanden vervalt indien de echtelijke band of het geregistreerde partnerschap reeds bestond voor de vreemdeling die vervoegd wordt, in het Rijk aankwam of indien zij een gemeenschappelijk minderjarig kind hebben.

De in het eerste lid vermelde partners moeten aan de volgende voorwaarden voldoen :

a) bewijzen een naar behoren geattesteerde duurzame en stabiele partnerrelatie te onderhouden.

Het duurzaam en stabiel karakter van deze relatie is aangetoond :

- indien de partners bewijzen gedurende minstens één jaar, voorafgaand aan de aanvraag, onafgebroken op legale wijze in België of een ander land te hebben samengewoond;

- ofwel indien de partners bewijzen dat zij elkaar sedert ten minste twee jaar, voorafgaand aan de aanvraag, kennen en het bewijs leveren dat zij regelmatig, telefonisch, via briefwisseling of elektronische berichten met elkaar contact onderhielden en dat zij elkaar in de twee jaar voorafgaand aan de aanvraag drie maal ontmoet hebben en dat deze ontmoetingen in totaal 45 of meer dagen betreffen;

- ofwel indien de partners een gemeenschappelijk kind hebben;

b) met elkaar komen samenleven;

c) beiden ouder zijn dan eenentwintig jaar;

d) ongehuwd zijn en geen duurzame en stabiele partnerrelatie hebben met een andere persoon;

e) geen personen zijn bedoeld in artikelen 161 tot 163 van het Burgerlijk Wetboek.

f) ten aanzien van geen van beiden een beslissing werd genomen op grond van 167 van het Burgerlijk Wetboek en dit voor zover de beslissing kracht van gewijsde heeft verkregen.

De minimumleeftijd van de partners wordt teruggebracht tot achttien jaar, wanneer zij het bewijs leveren dat zij, vóór de aankomst van de vreemdeling die vervoegd wordt in het Rijk, reeds ten minste een jaar samengewoond hebben;

6° het alleenstaand gehandicapt kind dat ouder is dan achttien jaar, van een vreemdeling die toegelaten of gemachtigd is tot een verblijf van onbepaalde duur in het Rijk of gemachtigd is om er zich te vestigen, of van zijn echtgenoot of van zijn partner zoals bedoeld in punt 4° of 5°, voorzover het kind een attest overlegt dat uitgaat van een door de Belgische diplomatieke of consulaire post erkende arts dat aantoonde dat het omwille van zijn handicap niet in zijn eigen behoeften kan voorzien;

7° de ouders van een vreemdeling die erkend werd als vluchteling in de zin van artikel 48/3 of die de subsidiaire bescherming geniet, voor zover zij met hem komen samenleven en op voorwaarde dat hij

jonger is dan achttien jaar en het Rijk binnengekomen is zonder begeleiding van een krachtens de wet verantwoordelijke meerderjarige vreemdeling en vervolgens niet daadwerkelijk onder de hoede van een dergelijke persoon gestaan heeft, of zonder begeleiding werd achtergelaten nadat hij het Rijk is binnengekomen.

Het eerste lid, 4°, is niet van toepassing op de echtgenoot van een polygame vreemdeling, indien een andere echtgenoot van die persoon reeds in het Rijk verblijft.

De Koning bepaalt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de gevallen waarbij een partnerschap, dat geregistreerd werd op basis van een vreemde wet, moet beschouwd worden als gelijkwaardig met een huwelijk in België.

De bepalingen met betrekking tot de kinderen zijn van toepassing, tenzij een internationaal verdrag, dat België bindt, meer voordelige bepalingen bevat.

§ 2. De in § 1, eerste lid, 2° en 3° bedoelde vreemdelingen moeten het bewijs aanbrengen dat ze beschikken over stabiele, toereikende en regelmatige bestaansmiddelen ten behoeve van zichzelf en om te voorkomen dat ze ten laste van de openbare overheden vallen.

De in § 1, eerste lid, 4° tot 6°, bedoelde vreemdelingen moeten het bewijs aanbrengen dat de vreemdeling die vervoegd wordt over behoorlijke huisvesting beschikt die toelaat het familielid of de familieleden, die gevraagd heeft of hebben om zich bij hem te komen voegen, te herbergen en die voldoet aan de voorwaarden die gesteld worden aan een onroerend goed dat wordt verhuurd als hoofdverblijfplaats zoals bepaald in artikel 2 van Boek III, Titel VIII, Hoofdstuk II, Afdeling 2 van het Burgerlijk Wetboek en over een ziektekostenverzekering beschikt die de risico's in België voor hem en zijn familieleden dekt. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de wijze waarop de vreemdeling bewijst dat het onroerend goed voldoet aan de gestelde voorwaarden.

De vreemdeling bedoeld in § 1, eerste lid, 4° en 5°, moet het bewijs aanbrengen dat de vreemdeling die vervoegd wordt beschikt over toereikende, stabiele en regelmatige bestaansmiddelen zoals bepaald in § 5 om zichzelf en zijn gezinsleden te onderhouden en om te voorkomen dat zij ten laste van de openbare overheden vallen. Deze voorwaarde is niet van toepassing indien de vreemdeling zich enkel laat vervoegen door de leden van zijn familie bedoeld in § 1, eerste lid, 4°, tweede en derde streepje.

De vreemdeling bedoeld in § 1, eerste lid, 6°, moet het bewijs aanbrengen dat de vreemdeling die vervoegd wordt beschikt over toereikende, stabiele en regelmatige bestaansmiddelen zoals bepaald in § 5 ten behoeve van zichzelf en van zijn familieleden en om te voorkomen dat zij ten laste van de openbare overheden vallen.

Het tweede, en het derde lid zijn niet van toepassing op de in § 1, eerste lid, 4°, 5° en 7° bedoelde familieleden van een als vluchteling erkende vreemdeling en van een vreemdeling die de subsidiaire bescherming geniet indien de bloed- of aanverwantschapsbanden of het geregistreerd partnerschap al bestonden vooraleer de vreemdeling het Rijk binnenkwam en voor zover de aanvraag tot verblijf op basis van dit artikel werd ingediend in de loop van het jaar na de beslissing tot erkenning van de hoedanigheid van vluchteling of de toekenning van de subsidiaire bescherming van de vreemdeling die vervoegd wordt.

De minister of zijn gemachtigde kan, door middel van een met redenen omklede beslissing, echter eisen dat de in het tweede en derde lid bedoelde documenten worden overgelegd indien de gezinshereniging mogelijk is in een ander land, waarmee de vreemdeling die vervoegd wordt of diens familielid een bijzondere band heeft, waarbij rekening gehouden wordt met de feitelijke omstandigheden, de aan de gezinshereniging gestelde voorwaarden in dat ander land en de mate waarin de betrokken vreemdelingen deze voorwaarden kunnen vervullen.

Alle in § 1 bedoelde vreemdelingen moeten bovendien het bewijs aanbrengen dat zij niet lijden aan een van de ziekten die de volksgezondheid in gevaar kunnen brengen en die worden opgesomd in de bijlage bij deze wet.

§ 3. Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 11, § 2, kan een vreemdeling die met toepassing van § 1, eerste lid, 4° of 5°, toegelaten werd tot een verblijf in de hoedanigheid van echtgenoot of ongehuwde partner, na de inwerkingtreding van de huidige bepaling, zich slechts beroepen op het recht om zich te laten vervoegen op basis van een huwelijk of een geregistreerd partnerschap indien hij kan bewijzen dat hij gedurende twee jaar regelmatig in het Rijk heeft verbleven.

§ 4. Paragraaf 1, eerste lid, 1° en 4° tot 6° is niet van toepassing op de familieleden van de vreemdeling die gemachtigd is in België te verblijven om er te studeren of die toegelaten of gemachtigd is tot een verblijf van beperkte duur ingevolge deze wet of ingevolge de bijzondere omstandigheden eigen aan de betrokkene of ingevolge de aard of de duur van zijn activiteiten in België.

§ 5. De stabiele en toereikende bestaansmiddelen bedoeld in § 2, derde lid, moeten ten minste gelijk zijn aan honderdtwintig procent van het bedrag bedoeld in artikel 14, § 1, 3° van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie.

Bij het beoordelen van deze bestaansmiddelen :

1° wordt rekening gehouden met hun aard en regelmatigheid;

2° worden de middelen verkregen uit de aanvullende bijstandsstelsels, met name het leefloon en de aanvullende gezinsbijslag, alsook de financiële maatschappelijke dienstverlening en de gezinsbijslagen niet in aanmerking genomen;

3° worden de wachtuitkering en de overbruggingsuitkering niet in aanmerking genomen en wordt de werkloosheidsuitkering enkel in aanmerking genomen voor zover de betrokken echtgenoot of partner kan bewijzen dat hij actief werk zoekt.”

Artikel 12bis van diezelfde wet luidt als volgt:

“ § 1. De vreemdeling die verklaart dat hij zich in één der in artikel 10 voorziene gevallen bevindt, moet zijn aanvraag indienen bij de Belgische diplomatieke of consulaire vertegenwoordiger die bevoegd is voor zijn woonplaats of zijn verblijfplaats in het buitenland.

In de volgende gevallen kan hij zijn aanvraag echter indienen bij het gemeentebestuur van zijn verblijfplaats :

1° indien hij al in een andere hoedanigheid toegelaten of gemachtigd werd tot een verblijf van meer dan drie maanden in het Rijk en indien hij vóór het einde van deze toelating of machtiging alle in § 2 bedoelde bewijzen overlegt;

2° indien hij tot een verblijf van maximaal drie maanden is gemachtigd, en indien dit wettelijk is vereist, hij beschikt over een geldig visum met het oog op het afsluiten van een huwelijk of partnerschap in België, dit huwelijk of partnerschap effectief werd gesloten vóór het einde van deze machtiging en hij vóór het einde van deze machtiging alle in § 2 bedoelde bewijzen overlegt;

3° indien hij zich bevindt in buitengewone omstandigheden die hem verhinderen terug te keren naar zijn land om het op grond van artikel 2 vereiste visum te vragen bij de bevoegde Belgische diplomatieke of consulaire vertegenwoordiger en alle in § 2 bedoelde bewijzen overmaakt, evenals een bewijs van zijn identiteit;

4° indien hij tot een verblijf van maximaal drie maanden is gemachtigd en hij een minderjarig kind is als bedoeld in artikel 10, § 1, eerste lid, 4°, tweede en derde streepje of hij de ouder is van een minderjarige erkende vluchteling of minderjarige die de subsidiaire bescherming geniet als bedoeld in artikel 10, § 1, eerste lid, 7°.

§ 2. Indien de in § 1 bedoelde vreemdeling zijn aanvraag indient bij de Belgische diplomatieke of consulaire vertegenwoordiger die bevoegd is voor zijn woonplaats of zijn verblijfplaats in het buitenland, moeten samen met de aanvraag documenten worden overgelegd die aantonen dat hij voldoet aan de voorwaarden die worden bedoeld in artikel 10, §§ 1 tot 3, onder meer een medisch getuigschrift waaruit blijkt dat hij niet lijdt aan één van de in de bijlage aan deze wet opgesomde ziekten, evenals, indien hij ouder is dan achttien jaar, een uittreksel uit het strafregister of een gelijkwaardig document.

De datum voor het indienen van de aanvraag is die waarop alle bewijzen, overeenkomstig artikel 30 van de wet van 16 juli 2004 houdende het Wetboek van internationaal privaatrecht of de internationale overeenkomsten betreffende dezelfde materie, worden overgelegd.

De beslissing met betrekking tot de toelating tot verblijf wordt zo snel mogelijk en ten laatste zes maanden volgend op de datum van indiening van de aanvraag, zoals bepaald in het tweede lid, getroffen en betekend. De beslissing wordt getroffen, rekening houdende met het geheel van de elementen van het dossier.

Indien aan de voorwaarde betreffende de stabiele en regelmatige bestaansmiddelen bedoeld in artikel 10, § 5, niet voldaan is, dient de minister of zijn gemachtigde, op basis van de eigen behoeften van de vreemdeling die vervoegd wordt en van zijn familieleden te bepalen welke bestaansmiddelen zij nodig hebben om in hun behoeften te voorzien zonder ten laste te vallen van de openbare overheden. De minister of zijn gemachtigde kan hiervoor alle bescheiden en inlichtingen die voor het bepalen van dit bedrag nuttig zijn, doen overleggen door de vreemdeling.

In bijzondere omstandigheden die verband houden met het complexe karakter van de behandeling van de aanvraag, alsook in het kader van een onderzoek naar een huwelijk als bedoeld in artikel 146bis van het Burgerlijk Wetboek of de voorwaarden verbonden aan het partnerschap bedoeld in artikel 10, § 1, eerste lid, 5°, kan de minister of zijn gemachtigde deze termijn tweemaal, met een periode van drie maanden, verlengen. Dit wordt gedaan door middel van een met redenen omklede beslissing die ter kennis wordt gebracht van de aanvrager.

Indien geen enkele beslissing getroffen werd na het verstrijken van de termijn van zes maanden volgend op de datum waarop de aanvraag werd ingediend, die eventueel verlengd werd overeenkomstig het [4 vijfde lid]4, moet de toelating tot verblijf verstrekt worden.

§ 3. In de in § 1, tweede lid, 1° en 2°, bedoelde gevallen, wanneer de in § 1 bedoelde vreemdeling zich bij het gemeentebestuur van zijn verblijfplaats aanbiedt en verklaart dat hij zich in één der in artikel 10 voorziene gevallen bevindt, wordt hij, na inzage van de documenten die vereist zijn voor zijn binnenkomst en verblijf en op voorwaarde dat alle bewijzen bedoeld in § 2, eerste lid, werden geleverd,

in het bezit gesteld van een ontvangstbewijs van de aanvraag. Het gemeentebestuur brengt de minister of zijn gemachtigde op de hoogte van de aanvraag en levert hem onmiddellijk een kopie ervan.

Indien de minister of zijn gemachtigde oordeelt dat de aanvraag niet kennelijk ongegrond is, of indien binnen een termijn van vijf maanden volgend op de afgifte van het ontvangstbewijs bedoeld in het eerste lid geen enkele beslissing ter kennis werd gebracht van het gemeentebestuur, wordt de aanvraag ontvankelijk verklaard. De vreemdeling wordt ingeschreven in het vreemdelingenregister en in het bezit gesteld van een document waaruit blijkt dat hij in het vreemdelingenregister werd ingeschreven.

Indien de minister of zijn gemachtigde een gunstige beslissing neemt over de toelating tot verblijf of indien binnen een periode van zes maanden volgend op de afgifte van het ontvangstbewijs bedoeld in het eerste lid geen enkele beslissing ter kennis wordt gebracht van het gemeentebestuur, wordt de vreemdeling toegelaten tot een verblijf.

In bijzondere omstandigheden die verband houden met het complexe karakter van de behandeling van de aanvraag, alsook in het kader van een onderzoek naar een huwelijk als bedoeld in artikel 146bis van het Burgerlijk Wetboek of de voorwaarden verbonden aan het partnerschap voorzien in artikel 10, § 1, eerste lid, 5°, kan de minister of zijn gemachtigde deze termijn tweemaal met een periode van drie maanden verlengen. Dit wordt gedaan door middel van een met redenen omklede beslissing die ter kennis wordt gebracht van de aanvrager vóór afloop van de in het derde lid bepaalde termijn.

§ 3bis. In afwijking van § 2, derde, vijfde en zesde lid en van § 3, derde en vierde lid, moet de beslissing met betrekking tot de toelating tot verblijf van de in artikel 10, § 1, eerste lid, 4° tot 6°, bedoelde familieleden van de vreemdeling die de status van langdurig ingezetene geniet en voormalig houder is van een Europese blauwe kaart, zo snel mogelijk en ten laatste vier maanden volgend op de datum van indiening van de aanvraag, zoals bepaald in § 2, tweede lid, worden getroffen en betekend.

In bijzondere omstandigheden die verband houden met het complexe karakter van de behandeling van de aanvraag, alsook in het kader van een onderzoek naar een in artikel 146bis van het Burgerlijk Wetboek bedoeld huwelijk of de voorwaarden verbonden aan de in artikel 10, § 1, eerste lid, 5°, bedoelde duurzame en stabiele relatie, kan de minister of zijn gemachtigde deze termijn eenmaal, met een periode van drie maanden, verlengen. Dit wordt toegestaan door middel van een gemotiveerde beslissing die ter kennis wordt gebracht van de aanvrager.

Indien na het verstrijken van de termijn van vier maanden volgend op de datum waarop de aanvraag werd ingediend, die eventueel verlengd werd overeenkomstig het tweede lid, geen enkele beslissing getroffen werd, moet de toelating tot verblijf verstrekt worden wanneer de vereiste documenten zijn voorgelegd. In het andere geval wordt zij geweigerd.

§ 4. In de gevallen bedoeld in § 1, tweede lid, 3° en 4°, wanneer de vreemdeling bedoeld in § 1 zich aanbiedt bij het gemeentebestuur van zijn verblijfplaats en verklaart dat hij zich bevindt in één van de in artikel 10 bedoelde gevallen, moet het gemeentebestuur zich onverwijld vergewissen van de ontvankelijkheid van de aanvraag bij de minister of zijn gemachtigde. Wanneer deze van oordeel is dat de vreemdeling voldoet aan de voorwaarden van § 1, tweede lid, 3° en 4°, wordt dit medegedeeld aan het gemeentebestuur, dat de vreemdeling inschrijft in het vreemdelingenregister en hem in het bezit stelt van een document waaruit blijkt dat de aanvraag werd ingediend en van een document waaruit blijkt dat hij in het vreemdelingenregister werd ingeschreven.

De beoordeling van de medische situatie die in voorkomend geval ingeroepen wordt door de vreemdeling, gebeurt door een ambtenaar-geneesheer of een geneesheer aangeduid door de minister of zijn gemachtigde die daaromtrent een advies verschaft. Hij kan zonodig de vreemdeling onderzoeken en een bijkomend advies inwinnen van deskundigen, aangeduid overeenkomstig artikel 9ter, § 5.

De bepalingen van § 3, derde lid en vierde lid en van § 3bis zijn eveneens van toepassing.

§ 5. Wanneer het familielid of de familieleden van een als vluchteling erkende vreemdeling of van een vreemdeling die subsidiaire bescherming geniet, met wie de bloed- of aanverwantschapsbanden al bestonden vóór hij het Rijk betrad, geen officiële documenten kunnen overleggen die aantonen dat zij voldoen aan de in artikel 10 bedoelde voorwaarden met betrekking tot de bloed- of aanverwantschapsband, wordt rekening gehouden met andere geldige bewijzen die met betrekking tot die band]4 in dit verband worden overgelegd. Bij gebrek hieraan, kunnen de in § 6 voorziene bepalingen worden toegepast.

§ 6. Indien wordt vastgesteld dat de vreemdeling de ingeroepen bloed- of aanverwantschapsbanden niet kan bewijzen door middel van officiële documenten, overeenkomstig artikel 30 van de wet van 16 juli 2004 houdende het Wetboek van internationaal privaatrecht of de internationale overeenkomsten betreffende dezelfde materie, kan de minister of zijn gemachtigde rekening houden met andere geldige bewijzen die in dit verband worden overgelegd.

Indien dat niet mogelijk is, kan de minister of zijn gemachtigde overgaan of laten overgaan tot een onderhoud met de vreemdeling en de vreemdeling die vervoegd wordt, of tot elk onderzoek dat noodzakelijk wordt geacht en in voorkomend geval voorstellen om een aanvullende analyse te laten uitvoeren.

§ 7. In het kader van het onderzoek van de aanvraag wordt terdege rekening gehouden met het hoger belang van het kind.”

Artikel 26, § 1, derde lid van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (hierna: het Vreemdelingenbesluit), bepaalt het volgende:

“ § 1. De vreemdeling die een aanvraag voor een toelating tot verblijf indient bij het gemeentebestuur van zijn verblijfplaats, in toepassing van de artikelen 10 en 12bis, § 1, tweede lid, 1°, 2° of 4°, van de wet, overlegt de volgende documenten om deze aanvraag te staven :

1° de voor zijn binnenkomst en verblijf vereiste documenten die aantonen dat hij voldoet aan de in artikel 12bis, § 1, tweede lid, 1°, 2° of 4°, van de wet bepaalde voorwaarden;

2° de documenten die aantonen dat hij voldoet aan de aan zijn verblijf gestelde voorwaarden.

Indien de vreemdeling bij de indiening van zijn aanvraag alle vereiste documenten overlegt, overhandigt de burgemeester of zijn gemachtigde hem een ontvangstbewijs van zijn aanvraag, conform het model in de bijlage 15bis. De aanvraag en een kopie van de bijlage 15bis worden onmiddellijk naar de Minister of zijn gemachtigde gestuurd. Met het oog op de eventuele inschrijving van de vreemdeling in het vreemdelingenregister laat de burgemeester of zijn gemachtigde tot een verblijfsonderzoek overgaan.

Indien de vreemdeling bij de indiening van zijn aanvraag echter niet alle vereiste documenten overlegt, neemt de burgemeester of zijn gemachtigde de aanvraag niet in overweging en betekent deze beslissing aan de vreemdeling, door middel van een document conform het model in de bijlage 15ter. Een kopie van dit document wordt onmiddellijk aan de Minister of zijn gemachtigde bezorgd.”

Verzoekster moest dus documenten neerleggen die aantonen dat zij voldoet aan de aan haar verblijf gestelde voorwaarden. Eén van die voorwaarden is dat beide echtgenoten de leeftijd van 21 hebben bereikt, zoals dat is bepaald in artikel 10, § 1, 4°, eerste streepje van de Vreemdelingenwet.

De Raad stelt vast dat uit de motieven van de bestreden beslissing onmiskenbaar blijkt dat ze is genomen omdat niet alle bewijzen werden voorgelegd dat is voldaan aan de voorwaarden van artikel 10 van de Vreemdelingenwet. Meer bepaald werd niet het document neergelegd dat aantoonde dat verzoekster de leeftijd van 21 jaar had bereikt of dat zij zou vallen onder de uitzondering voor wat betreft de leeftijdsvoorwaarde. Verzoekster betwist dit niet.

Verzoekster toont niet aan dat de verwerende partij ten onrechte haar aanvraag niet in overweging zou hebben genomen, dat zij daarbij haar bevoegdheid zou hebben overschreden of dat zij daarover niet adequaat zou hebben gemotiveerd.

Het eerste middelonderdeel is niet gegrond.

2.2.2. De grieven die verzoekster in haar tweede middelonderdeel aanhaalt, zijn niet dienstig.

Vooreerst moet worden vastgesteld dat de richtlijn 2003/86/EG moet worden gesteld dat deze richtlijn reeds werd omgezet in de Belgische rechtsorde door de wet van 25 april 2007 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen. Na de omzetting van een richtlijn kunnen particulieren slechts op dienstige wijze een beroep doen op de bepalingen van de richtlijn indien de nationale omzettingsmaatregelen niet correct of toereikend zijn (HvJ 4 december 1997, C-253/96 tot en met C-258/96, Kampelmann, punt 42; zie tevens HvJ 3 december 1992, C-140/91, C-141/91, C-278/91 en C-279/91, Suffriti, punt 13; RvS 2 april 2003, nr. 117.877).

Verzoekster stelt enkel aangaande artikel 5, § 5 van de bedoelde richtlijn dat deze niet werd omgezet, maar zij toont niet aan welk belang zij dienaangaande heeft: in deze bepaling wordt voorzien dat rekening moet worden gehouden met de belangen van minderjarige kinderen. Daargelaten de vraag of zij genoegzaam werd omgezet in de Belgische wetgeving dient erop te worden gewezen dat op het ogenblik dat de bestreden beslissing werd genomen, zij weliswaar zwanger was, maar nog niet bevallen van een levensvatbaar kindje. Deze bepaling kan, net zoals artikel 22 van de Grondwet, alleen al om die reden niet dienstig worden ingeroepen.

Verzoeksters aanvraag werd, zoals reeds gesteld, niet in overweging genomen omdat zij niet voldoet aan de leeftijdsvereiste die is opgelegd in artikel 10 van de Vreemdelingenwet. De richtlijn bepaalt overigens in artikel 4, § 5 :

“Met het oog op een betere integratie en teneinde gedwongen huwelijken te voorkomen, kunnen de lidstaten eisen dat de gezinshereniger en zijn echtgenote een minimumleeftijd hebben, en ten hoogste de leeftijd van 21 jaar hebben, alvorens de echtgenote zich bij hem kan voegen.”

De uitzondering die de Belgische wetgever heeft voorzien op deze leeftijdsvoorwaarde –meer bepaald het gegeven dat de minimumleeftijd van de partners wordt teruggebracht tot achttien jaar, wanneer zij het bewijs leveren dat zij, vóór de aankomst van de vreemdeling die vervoegd wordt in het Rijk, reeds ten minste een jaar samengewoond hebben– is al de veruiterlijking van een afweging in het licht van de specifieke situatie van de betrokkenen. Deze uitzondering komt trouwens volledig tegemoet aan de richtsnoeren van de Commissie waarnaar verzoekster verwijst.

Wat betreft artikel 8 van het EVRM, oordeelde het Grondwettelijk Hof reeds, aangaande artikel 40ter van de Vreemdelingenwet, dat de leeftijdsvoorwaarde van eenentwintig jaar voor beide echtgenoten het verkrijgen van een verblijfstitel niet belet doch deze alleen tijdelijk uitstelt, en dat aldus het recht op het gezinsleven niet op onevenredige wijze wordt aangetast, des te meer omdat zij het ook mogelijk maakt de jongvolwassenen te beschermen tegen de risico's op gedwongen huwelijken of schijnhuwelijken die worden gesloten met als enig doel een verblijfstitel voor een van beide echtgenoten te verkrijgen (GwH 26 september 2013, nr. 121/2013, B.56.2). Er kan mutatis mutandis worden geoordeeld aangaande de aanvraag tot gezinshereniging op grond van de artikelen 10 en 12bis van de Vreemdelingenwet. In de mate dat verzoekster van oordeel is dat er ook in haar geval moet kunnen worden afgeweken van de wettelijk opgelegde leeftijdsvoorwaarde, staat in eerste instantie vast dat zij niet aantoonde dat zij zich bevindt in het geval waarin de uitzondering is voorzien, en verder dat zij zich daarmee overgeeft aan wettigheidskritiek met betrekking tot dewelke de Raad niet bevoegd is.

Dat over een en ander nog verder diende te worden gemotiveerd in de bestreden beslissing die de aanvraag niet in overweging neemt, is dan ook niet aangetoond, temeer nu niet genoeg kan worden benadrukt dat aan verzoekster geen bevel om het grondgebied te verlaten werd gegeven, precies omwille van haar specifieke situatie.

Het tweede middelonderdeel kan niet worden aangenomen.

2.2.3.1. In het derde middelonderdeel betoogt verzoekster dat de beslissing is genomen zonder analyse van haar medische situatie door een bevoegd geneesheer, terwijl zij deze situatie toch had ingeroepen.

2.2.3.2. Artikel 12bis, § 4 van de Vreemdelingenwet bepaalt het volgende:

“In de gevallen bedoeld in § 1, tweede lid, 3° en 4°, wanneer de vreemdeling bedoeld in § 1 zich aanbiedt bij het gemeentebestuur van zijn verblijfplaats en verklaart dat hij zich bevindt in één van de in artikel 10 bedoelde gevallen, moet het gemeentebestuur zich onverwijld vergewissen van de ontvankelijkheid van de aanvraag bij de minister of zijn gemachtigde. Wanneer deze van oordeel is dat de vreemdeling voldoet aan de voorwaarden van § 1, tweede lid, 3° en 4°, wordt dit medegedeeld aan het gemeentebestuur, dat de vreemdeling inschrijft in het vreemdelingenregister en hem in het bezit stelt van een document waaruit blijkt dat de aanvraag werd ingediend en van een document waaruit blijkt dat hij in het vreemdelingenregister werd ingeschreven.

De beoordeling van de medische situatie die in voorkomend geval ingeroepen wordt door de vreemdeling, gebeurt door een ambtenaar-geneesheer of een geneesheer aangeduid door de minister of zijn gemachtigde die daaromtrent een advies verschaft. Hij kan zonodig de vreemdeling onderzoeken en een bijkomend advies inwinnen van deskundigen, aangeduid overeenkomstig artikel 9ter, § 5.

De bepalingen van § 3, derde lid en vierde lid en van § 3bis zijn eveneens van toepassing.”

Aangezien hiervoor reeds werd vastgesteld dat de aanvraag terecht niet in overweging werd genomen door de verwerende partij, moest geen beoordeling van de medische situatie plaatsvinden.

Het derde middelonderdeel is niet gegrond.

2.3. Het middel kan in geen van zijn onderdelen worden aangenomen.

3. Korte debatten

De verzoekende partij heeft geen gegrond middel dat tot de nietigverklaring van de bestreden beslissing kan leiden aangevoerd. Aangezien er grond is om toepassing te maken van artikel 36 van het koninklijk besluit van 21 december 2006 houdende de rechtspleging voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, wordt de vordering tot schorsing, als accessorium van het beroep tot nietigverklaring, samen met het beroep tot nietigverklaring verworpen.

4. Kosten

Gelet op het voorgaande past het de kosten van het beroep ten laste te leggen van de verzoekende partij.

OM DIE REDENEN BESLUIT DE RAAD VOOR VREEMDELINGENBETWISTINGEN:

Artikel 1

De vordering tot schorsing en het beroep tot nietigverklaring worden verworpen.

Artikel 2

De kosten van het beroep, begroot op 175 euro, komen ten laste van de verzoekende partij.

Aldus te Brussel uitgesproken in openbare terechtzitting op achtentwintig augustus tweeduizend vijftien door:

mevr. A. WIJNANTS,

wnd. voorzitter, rechter in vreemdelingenzaken,

dhr. M. DENYS,

griffier.

De griffier,

De voorzitter,

M. DENYS

A. WIJNANTS